

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 13/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIES DE MATHA SAS

4 B Rue des Doutes
17160 Matha

Références : 2026 048 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007205257

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement DISTILLERIES DE MATHA SAS implanté 4 B Rue des Doutes 17160 Matha. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi des suites de l'inspection de 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIES DE MATHA SAS
- 4 B Rue des Doutes 17160 Matha
- Code AIOT : 0007205257
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MATHA à Matha procède à la réception d'eaux de vie, puis à son stockage dans des chais ou à l'extérieur, dans des cuves INOX. Elle dispose également d'une installation d'embouteillage et d'un stockage de produits finis (alcool mis en bouteille).

Les activités de l'établissement sont autorisées par arrêté préfectoral du 30/11/2010 ; en outre, l'établissement est autorisé à stocker des alcools de bouche au titre de la rubrique 4755.

Ces stockages d'alcools sont répartis, au regard des dispositions préfectorales en vigueur, sur 5 chais et une cuverie extérieure.

Quelques chiffres en lien avec l'activité :

-48 ETP sur site

-30,2 millions d'euros de CA en 2025 (35 en 2024)

-120 Cuves en inox sur site

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Installations fixes de refroidissement et détection	AP Complémentaire du 30/11/2010, article 7.6.3	Demande d'action corrective	3 mois
4	Installations fixes de refroidissement	AP Complémentaire du 26/08/2024, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
6	Dispositions constructives chais	AP Complémentaire du 30/11/2010, article 7.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Désenfumage du local matières sèches	AP Complémentaire du 30/11/2010, article 7.6.3	Demande d'action corrective	3 mois
12	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractéristiques des zones de stockage d'alcools	AP Complémentaire du 26/08/2024, article 3	Sans objet
2	Détection incendie dans les locaux	AP Complémentaire du 26/08/2024, article 5	Sans objet
5	Défense incendie du site	AP Complémentaire du 26/08/2024, article 7	Sans objet
7	Issue de secours	AP Complémentaire du 30/11/2010, article 7.3.4	Sans objet
8	Confinement et récupération des effluents	AP Complémentaire du 30/11/2010, article 7.6.3	Sans objet
10	Sol des chais	AP Complémentaire du 30/11/2010, article 7.3.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Stockage d'alcools en cuves aériennes	AP Complémentaire du 30/11/2010, article 7.6.4	Sans objet
13	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, l'exploitant a bien avancé sur les mises en conformité demandées suite à l'inspection de 2024.

Cependant, plusieurs écarts subsistent (désenfumage pour certains locaux, absence de secours de la pompe alimentant les installations de refroidissement...) et des actions correctives doivent être mises en place par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques des zones de stockage d'alcools

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/08/2024, article 3
Thème(s) : Situation administrative, conformité
Prescription contrôlée :

Nom	Longueur en m	Largeur en m	Surface en m²	Mode de stockage	Capacité	Volume total en m³	
Chai n°1	21	7,2	155	Cuves inox cubitainers	167 m³	1425 m³	2170,80 m³
Chai n°2	31	11,3	351	Cuves inox cubitainers	493 m³		
Chai n°3	11,5	11	124	Cuves inox cubitainers	151 m³		
Chai n°3bis	11	6,5	72	Cuves inox cubitainers	28 m³		
Chai n°4	17	15	275	Cuves inox cubitainers	382 m³		
Cuverie extérieure 6 cuves inox de 34 m³	12,5	7,5	93,75	Cuves inox	204 m³		
Stockage produits finis	44,12	30	1236	1665 palettes de produits finis de 600 bouteilles en moyenne x 0,7 cl	700 m³	735,80 m³	
Local échantillons Mise en bouteilles	6.75	4	27	5 palettes pour environ 2000 bouteilles	1,4 m³		
Zone sous clé pour les échantillons Qualité	9	9.75	60.75	55 palettes de 600 litres	33 m³		
Zone échantillons qualité liquides	14	4	56	5 palettes pour environ 2000 bouteilles	1,4 m³		
Salle d'embouteillage	44,12	30	1300	Conditionnement (10 GRV max)	10 m³	10 m³	

Constats :

Un inventaire des quantités a été présenté au jour de l'inspection et il s'établit comme suit pour les chais de stockage d'alcools :

- chai 1 : 22,28 m³
- chai 2 : 106,5 m³
- chai 3 : 36,25 m³
- chai 3bis : 3,96 m³
- chai 4 : 132,45 m³
- cuves extérieures : 51,12 m³

Aussi par sondage, les tonnages pour le bâtiment produits finis s'établissent à 181 tonnes (incluant la masse des matières combustibles (palettes) et du verre des bouteilles).

Il est constaté le respect des QSP d'alcools par chais.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection incendie dans les locaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/08/2024, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les locaux de charge de batteries des chariots élévateurs (2925) et tous les bâtiments de stockage de matières combustibles sèches (matières 1510, 1530, 1532...) sont équipés d'un système de détection automatique d'incendie et d'alerte de la personne chargée de la surveillance.
Constats : L'exploitant a transmis un rapport de vérification de la détection incendie par la société Securitas effectuée en octobre 2025. Le certificat Q7 de la détection incendie a été présenté en séance et celui-ci ne détaille pas d'anomalies observées lors du contrôle ou d'un périmètre réduit de vérification. Lors de la visite des installations, la centrale SSI de la détection incendie du site a été vue et des zones de détection pour les locaux de charge et matières sèches / capsules y étaient répertoriées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations fixes de refroidissement et détection

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/11/2010, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Chaque chai est équipé d'une détection incendie qui déclenche automatique la mise en œuvre du rideau d'eau. Le rideau d'eau est alimenté par un surpresseur ayant un débit minimal de 52 m ³ /h à 10 bars durant 1 heure. Ces installations sont conçues et réalisées selon un code spécifique reconnu. Dans le cas où les pompes sont électriques, elles doivent être secourues par un réseau redondant.
Constats : Le système de détection incendie du site a été réalisé par la société Securitas en octobre 2025. Le rapport conclut à la conformité du système de détection et également « TEST CONCLUANT DU DEMARRAGE DE REFROIDISSEMENT DES CHAIS LORS DES TESTS EN DETECTION DE FUMEE AVEC CONFIRMATION PAR LA DETECTION DE FLAMME ». La vérification du bon fonctionnement du rideau d'eau a été effectuée lors du contrôle de la détection incendie. Lors de la visite des installations, il a été constaté que le système de refroidissement desservant les chais 2/4 en toiture et la cuverie extérieure était alimenté par une pompe électrique. La pompe électrique n'est pas secourue par un dispositif autonome et redondant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, d'ajouter un secours de la pompe électrique sus-

citée par un réseau redondant (moto-pompe ou tout dispositif équivalent...) pour garantir le maintien du fonctionnement du rideau d'eau en cas de coupure des utilités électriques principales du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Installations fixes de refroidissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/08/2024, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

En complément des dispositions du paragraphe « Installation fixe de refroidissement entre les chais 2 et 4 » de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2010 susvisé et de l'article 7.6.4 du même arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions suivantes :

Les installations de refroidissement entre les chais 2 et 4 et celles alimentant la cuverie d'alcools extérieure doivent pouvoir fonctionner en simultané. L'exploitant met en œuvre au plus tard pour la fin de l'année 2024, un tel dispositif garantissant qu'en cas de détection incendie au niveau des chais et des cuves extérieures de stockage d'alcools, la mise en route en simultané soit effective pour assurer le refroidissement des deux zones suscitées.

Afin de garantir le fonctionnement simultané supra, l'exploitant doit modifier les caractéristiques du surpresseur pour disposer d'un débit minimal de 109 m³/h sous 10 bar ; en effet, les installations de refroidissement doivent satisfaire les débits suivants :

Moyens	Phase	Débit	
Rampes	Chai 2 (26 m lin.)	20 l/min/ m lin.	31,2 m³/h
	Chai 4 (14 m lin.)		16,8 m³/h
	6 Cuves (2 x Pi x1,5 = 9,42 m lin)	18 l/min/ m lin.	61 m³/h

L'exploitant dispose également d'une réserve d'eau pour alimenter en simultané les installations de refroidissement supra pendant une durée minimale d'une heure. L'exploitant est en mesure de justifier que la réserve d'eau disponible est bien suffisante.

À l'issue de la modification permettant de réaliser un fonctionnement en simultané et au plus tard pour la fin du mois de mars 2025, l'exploitant réalise une campagne d'essais permettant de s'assurer que les débits attendus au niveau des installations de refroidissement (précisés ci-dessus) sont respectés. En cas de défaut, l'exploitant met en place les actions correctives nécessaires.

A minima une fois par an, l'exploitant procède à des essais fonctionnels pour s'assurer du bon fonctionnement des installations de refroidissement entre chais 2/4 et de la cuverie extérieure, notamment pour s'assurer d'une aspersion homogène et de l'absence de bouchage des buses d'aspersion. Ces contrôles font l'objet d'une traçabilité adéquate.

Constats :

Le dispositif permettant le fonctionnement simultané du rideau d'eau desservant les chais 2/4 et la cuverie extérieure est fonctionnel depuis quelques mois. L'exploitant a fait réaliser en réception du chantier, une vérification, par la société Froid Viticole le 28/10/2025, du débit du circuit incendie de l'installation. Le débit mesuré à cette occasion était de 119 m³/h ; ce qui est cohérent avec l'attendu (toutefois, le prestataire n'a pas précisé la pression du réseau lors des essais).

Aussi, l'exploitant se propose de mettre en place des essais semestriels de bon fonctionnement de l'installation. Un contrôle interne a été réalisé le 28/10/2025 et consigne les éléments suivants :

- « Aspersions homogènes des cuves : OK
- Absence de bouchage des buses : OK
- Mise en place d'un contrôle semestriel de l'installation. Prochain test le 06/04/2026 »

Ces éléments n'appellent pas de commentaires de l'inspection.

Lors de la présente inspection, il a été constaté que le système de refroidissement est raccordé à la réserve incendie de 635 m³.

Un essai de bon fonctionnement du rideau d'eau a été réalisé lors de l'inspection pour s'assurer de l'alimentation simultanée du système desservant les chais 2/4 et la cuverie extérieure. L'alimentation simultanée a bien été constatée (en revanche l'aspersion au niveau de la toiture séparative entre les chais 2 et 4 n'est pas facilement visible depuis le sol). L'inspection a également constaté qu'une des brides des tuyauteries d'alimentation du rideau d'eau étaient desserrées ; ce qui induit une fuite d'eau au niveau de la tuyauterie et de fait, une diminution de la pression dans le réseau et une aspersion moins efficace.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de vérifier l'ensemble des brides des tuyauteries d'eau alimentant le système de refroidissement et de procéder au resserrage des brides qui ne seraient pas au couple de serrage requis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Défense incendie du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/08/2024, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de disposer d'une ressource en eau d'au moins 674 m³ pour assurer l'extinction et la protection des installations.

À cet effet, une réserve de 630 m³ est disponible sur site conformément aux dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2010 susvisé.

Deux poteaux incendie publics sont présents à proximité des installations. L'exploitant s'assure,

<p>par la réalisation d'essais de débit réalisés annuellement en fonctionnement individuel et simultané, que les poteaux incendie délivrent bien au moins un débit de 60 m³/h sous 1 bar.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, une réserve incendie d'une capacité de 635 m³ (volume évalué par l'exploitant en octobre 2025) a été constatée ; celle-ci est associée à 8 prises d'aspiration dédiées aux engins du SDIS.</p> <p>Concernant les deux poteaux incendie publics, l'exploitant a transmis un mail du gestionnaire daté du 17/12/2025 précisant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - P17224.0030 situé Place du 8 Mai à Matha : 60 m³/h sous 1 bar (05/06/25) - P17224.0031 situé au croisement Rue des Fauvettes / Rue Chantemerle à Matha : 60 m³/h sous 1 bar (10/06/25). <p>Le débit individuel des poteaux incendie est conforme.</p> <p>En revanche, le gestionnaire a indiqué à l'exploitant ne pas réaliser de mesure de débit en fonctionnement simultané des deux poteaux publics. Cela a été confirmé par courriel du 09/01/2025.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des extincteurs sur site réalisée par Chronofeu le 29/10/2025. Plusieurs extincteurs sont à remplacer car ils ont plus de dix ans, certains sont corrodés et/ou inadaptes (celui la labo doit être remplacé par un à eau).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositions constructives chais

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/11/2010, article 7.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Demande faite lors de l'inspection de 2024 :</p> <p>L'exploitant doit démontrer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble de la charpente offre une stabilité au feu Broof t3 (stable au feu une demi-heure) au minimum à l'exception de celle du chai 2 et qu'en cas d'incendie, la chute des éléments de la charpente ne peut pas porter atteinte à la stabilité des murs ; - les portes extérieures des chais sont E 30 (pare- flamme degré une demi-heure) ; - les portes situées entre deux cellules sont EI 120. <p>L'exploitant transmet également les justificatifs attestant que les murs des chais sont coupe-feu 4h, les trappes coupe-feu au niveau des tunnels reliant plusieurs chais entre eux sont bien coupe-feu 4h et sont à fermeture automatique. Sur ce dernier point, l'exploitant doit justifier comment est réalisée la fermeture automatique des trappes ; sur détection incendie ?</p> <p>L'exploitant devra de plus équiper les portes séparant les chais de stockage d'alcool d'un seuil ou d'une grille ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non d'une cellule vers l'autre.</p>

Constats :

1) Dispositions constructives des chais : Après investigations, l'exploitant a confirmé que les murs coupe-feu des chais n'étaient pas conformes et de degré coupe-feu 4h comme requis. À cet effet, l'inspection avait alors acté par courriel d'avril 2025 la proposition suivante de l'exploitant visant à réaliser « une mise à jour de l'étude de dangers pour justifier que les dispositions constructives des chais en l'état sont suffisantes en réalisant des modélisations actualisées ». Une telle étude, datée du 08/10/2025 et reçue le 23/10/2025, a été instruite par l'inspection. En outre, celle-ci reprend les dispositions constructives réelles des murs (soit REI 120 et non REI 240 comme imposé) des 5 chais du site et en a modélisé les effets thermiques.

Au regard du résultat des modélisations, il s'avère que le risque n'est pas jugé acceptable. L'inspection a alors proposé à Monsieur le préfet un arrêté préfectoral complémentaire signé le 19/12/2025 pour permettre à l'exploitant :

- soit de réaliser des investigations complémentaires pour démontrer le respect du requis coupe-feu REI 240 des murs (qui est opposable depuis 2010) ;
- soit de réaliser des études complémentaires pour définir les dispositifs de maîtrise des risques à mettre en place pour rendre le risque acceptable.

Dans les deux cas, l'exploitant dispose d'un délai de 24 mois retenu par l'administration eu égard à la conjoncture du moment de la filière Cognac.

2) Tunnels reliant plusieurs chais : En décembre 2025, l'exploitant précise que ce point reste encore à traiter ; une solution est envisagée et doit faire l'objet d'échange avec le consultant externe.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a détaillé son organisation pour limiter la propagation d'un incendie au niveau des tunnels (réseaux de canalisations) communiquant entre deux secteurs de stockage d'alcools sur site. Ces éléments seront détaillés par écrit et porté à la connaissance de l'inspection.

3) Dispositions physiques pour limiter les propagations d'une nappe enflammée d'un chai à l'autre : L'exploitant avait proposé de créer « des caniveaux permettant d'isoler les liquides de chaque chai en cas de déversement accidentel ».

Lors de la visite des installations, l'inspecteur a bien constaté que des caniveaux ont été créés et raccordés au réseau de collecte des chais concernés communiquant avec le réseau effluents du site (fosse d'extinction + rétention étanche déportée).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- respecter les dispositions de l'APC du 19/12/2025 et d'en rendre compte à l'inspection considérant que cet arrêté permet à l'exploitant de disposer d'un sursis pour démontrer ou non le requis coupe-feu 4h des murs des chais devant être acquis depuis 2010 ;
- transmettre, sous trois mois, le plan d'actions pour doter les tunnels reliant plusieurs chais d'un dispositif de type trappes coupe-feu à fermeture automatique (asservissement à la détection incendie du site par exemple) ; et à défaut, il précise les dispositions techniques et organisationnelles déjà déployées sur site et démontrent qu'elles permettent d'assurer un niveau

de garantie équivalent à la prescription initiale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Issue de secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/11/2010, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la visite de 2024 :</p> <p>Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que ces prescriptions étaient respectées, à l'exception d'un local occupé par du personnel situé en hauteur du chai 3 bis qui ne dispose pas d'issue de secours. Le personnel travaillant dans ce bureau est obligé de descendre par le chai 3 bis pour sortir, ce qui poserait un problème important, en cas d'incendie dans ce chai. Par courrier du 29 mai 2024, l'exploitant nous a indiqué avoir pris en compte l'urgence de la situation et avoir d'ores et déjà engagé les démarches pour disposer d'un devis dans le mois afin que les travaux visant à mettre en place une issue de secours puissent être réalisés pour fin juillet 2024.</p> <p>L'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, un document justifiant de la mise en place de cette issue de secours dès sa réalisation au niveau du chai 3bis.</p> <p>Dans le cas où l'issue de secours serait réalisée par l'ouverture d'un mur du chai, il convient que les portes associées à ces issues soient a minima E 30 (pare- flamme degré une demi-heure).</p>
<p>Constats :</p> <p>Une issue de secours a été créée au niveau du local des bureaux accolé au chai 3 bis. Cette issue permet au personnel d'évacuer depuis cette zone en passant par un escalier extérieur mis en place à cet effet. Cela a été constaté lors de la présente inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Confinement et récupération des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/11/2010, article 7.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque chai est pourvu d'un réseau permettant de récupérer et de canaliser les alcools de bouche et les eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des bâtiments de stockage d'alcool vers une fosse permettant l'extinction des effluents enflammés puis vers une rétention.</p> <p>[...]</p> <p>Les chais sont associés à une rétention d'une capacité minimale de 630 m3 étanche complétée en</p>

<p>amont par une fosse de dilution d'une capacité minimale de 150 m³. En cas de débordement de la rétention, les effluents sont canalisés en un lieu où ils ne peuvent pas porter atteinte aux biens et aux intérêts des tiers. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Chaque chai est pourvu de caniveaux permettant de récupérer et de canaliser les alcools de bouche et les eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des bâtiments de stockage d'alcools vers une fosse d'extinction (capacité de 151,2 m³ évaluée en octobre 2025) des effluents enflammés puis vers une rétention étanche d'une capacité de 638 m³ (évaluée en octobre 2025).</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une fosse d'extinction et d'une rétention étanche. La fosse d'extinction était bien en eau et le coude plongeur d'arrivée des effluents enflammés était bien immergé.</p> <p>Enfin en cas de débordement de la rétention, les effluents sont canalisés vers un bassin en terre, où ils sont infiltrés et de propriété de l'exploitant (donc aucun risque pour les tiers).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Désenfumage du local matières sèches

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/11/2010, article 7.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur).</p> <p>Tout chai doit comporter, dans son tiers supérieur, un dispositif de désenfumage dont la surface doit être d'au moins 1/300 de la surface du chai et d'au moins 1 m² si la surface du chai au sol est inférieure à 300 m².</p> <p>Les exutoires sont à déclenchement automatiques (fusible) ou disposer de commandes manuelles facilement accessibles depuis au moins une issue.</p> <p>Demande formulée à l'issue de la visite de 2024 :</p> <p>Il convient de prévoir la mise en place, en partie haute, au niveau des stockages de matières sèches et du local de stockage de capsules de bouteilles d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur).</p> <p>Les exutoires doivent être à déclenchement automatiques (fusible) ou disposer de commandes manuelles facilement accessibles depuis au moins une issue.</p>
<p>Constats :</p>

Concernant le désenfumage des installations existantes, une vérification par Chronofeu a été effectuée le 30/10/2025. Les installations contrôlées ne sont pas explicites ; en outre, il est fait référence à la notion de « chai » sans détailler les chais contrôlés.

Le résultat de la vérification a démontré que plusieurs dispositifs de désenfumage ne sont pas fonctionnels pour les raisons suivantes :

- treuil HS, ne se déclenche pas ;
- dispositif ne s'ouvre pas totalement ;
- à déplacer, la cloison gêne pour la fermeture. fermeture très difficile ;
- vérin HS.

L'exploitant a indiqué que la commande auprès de Chronofeu a été passée et que les mises en conformité sont prévues au courant de l'année 2026 au titre de la maintenance courante.

Lors de la visite des installations, il a été constaté que le chai 3bis n'était pas associé à un système de désenfumage, pourtant requis. Le chai 3bis constitue une zone de cantonnement distincte de celle du chai 3 dotée de désenfumage.

Enfin concernant l'ajout de dispositif de désenfumage dans les locaux MS, l'exploitant avait indiqué en octobre 2025 : « bien que le stockage de matières sèches de l'établissement concerne une quantité inférieure aux seuils prévus par la nomenclature des installations classées au titre de la rubrique 1510 et que le tableau de classement établi en 2010 a été mis à jour par arrêté complémentaire du 26 août 2024, nous avons demandé un devis pour la mise en place de systèmes de désenfumage dans les locaux concernés.

Compte-tenu des travaux déjà engagés sur la période 2024-2025 (environ 100 000€), et du contexte économique que notre filière rencontre, nous souhaiterions pouvoir différer la réalisation de ces travaux sur 2026 ». L'inspection avait pris acte de l'échéance sollicitée (la limite haute fixée par l'exploitant pour la mise en conformité sera l'été 2026).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- mettre en place, sous trois mois, les actions correctives pour remédier aux défauts observés lors du contrôle d'octobre 2025 sur certains exutoires de désenfumage ;
- doter, sous six mois, la partie chai 3bis d'un dispositif de désenfumage conforme ;
- transmettre à l'inspection, sous trois mois, la commande passée et signée pour l'installation de désenfumage dans les locaux MS / stockage de capsules ainsi que le calendrier de réalisation des travaux (qui ne devra pas excéder 6 mois).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Sol des chais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/11/2010, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

<p>Le sol des chais doit être incombustible et permettre de contrôler les écoulements. Il est aménagé de façon à permettre aux liquides accidentellement répandus de converger vers des rigoles d'évacuation (pointes de diamant) reliées à la cuvette de rétention associée au chai par l'intermédiaire de dispositif s'opposant à la propagation d'un incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les sols des chais sont incombustibles (tous en béton) et tout écoulement est canalisé vers des réseaux de caniveaux eux-mêmes raccordés au réseau effluents du site (regards siphoniques + fosse d'extinction + rétention déportée étanche).</p> <p>Des regards siphoniques sont présents sur site. L'inspecteur a constaté, par sondage pour au moins trois d'entre eux, que les coudes plongeurs étaient immergés et que la garde hydraulique dans ces regards était suffisante.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Stockage d'alcools en cuves aériennes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/11/2010, article 7.6.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les 6 cuves d'alcools extérieures sont implantées par groupe de 3 dans deux sous-cuvettes ... Les sous cuvettes permettent la collecte des effluents et évitent l'épandage à l'extérieur de la zone de stockage. Elles sont relevées par une canalisation à la cuvette de rétention du site via le bassin de dilution... Les sous cuvettes sont conçues pour faciliter l'écoulement de l'alcool vers la canalisation d'évacuation et assurer une protection contre l'effet de vague éventuel.</p> <p>...</p> <p>L'aire de dépotage des cuves inox est équipées de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un extincteur poudre de 50 kg ; - une prise de terre assurant une liaison équipotentielle avec les autres installations reliées à l'aire de dépotage ; - un arrêt d'urgence de l'alimentation électrique des installations de dépotage ; - une cuvette de rétention étanche récupérant les écoulements provenant des camions citernes.
<p>Constats :</p> <p>La visite des installations a permis de constater le respect des prescriptions sus-citées.</p> <p>Concernant les extincteurs présents au niveau de l'aire de dépotage, le rapport de vérification de Chonofeu de 2025 indique bien la présence d'un extincteur 50 kg au niveau de la zone de dépotage. Celui-ci ne présente pas d'anomalies consignées.</p> <p>Enfin, il s'avère que les sous-cuvettes de la cuverie d'alcools extérieure sont directement raccordées à la fosse d'extinction. En effet, trois coudes plongeurs (chacun connecté à une sous-</p>

cuvette) ont été constatés et donnant directement au niveau de la fosse d'extinction (lesdits coudes étaient immergés).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

La vérification des installations électriques a été réalisée en avril 2025 par l'APAVE et consigne 7 anomalies.

Aussi, la vérification n'a pas été complète ; en effet, le rapport indique que « Les coupures et essais des dispositifs différentiels basse tension n'ont pas été autorisés en totalité par l'exploitant, de fait la vérification réglementaire n'est pas exhaustive comme rappelé dans la note DGT QR de mars 2024. (P) Les dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) repérés 'NE' dans le paragraphe RESULTATS DES MESURAGES ET ESSAIS du rapport n'ont pas été essayés ». L'exploitant a précisé ne pas avoir réalisé de campagnes complémentaires de contrôle des DDR. Un contrôle de ces derniers va être réalisé au courant de l'année 2026.

Enfin concernant la conformité ATEX de l'installation, aucun élément n'a été donné au contrôleur ; en effet, le rapport précise que « Déclaration CE de conformité et notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion » non fournis.

L'exploitant précise que les études ATEX ont été réalisées et le DRPCE a été refait en avril 2024. Les affichages des zones ATEX « Ex » sont bien présents sur site (constat fait par l'inspecteur).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :

- corriger les anomalies électriques détaillées dans le rapport d'avril 2025 ;
- réaliser un contrôle complémentaire de tous les DDR du site et de garantir qu'à chaque contrôle

annuel, ils le soient tous.
Enfin, il est demandé à l'exploitant de fournir pour chacun des contrôles électriques, au contrôle les éléments qui ont trait à la maîtrise du risque ATEX / explosion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Vérifications périodiques des protections foudre
Constats : Une vérification visuelle des protections foudre a été réalisée le 28/10/2025 par la société Franklin Sud Ouest. Le rapport de vérification conclut que « Les installations de protection contre la foudre du site DISTILLERIE MATHA sont conformes aux normes en vigueur ». <p>L'établissement compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 paratonnerres à dispositif d'amorçage (PDA) ; aucun impact foudre n'est incrémenté sur les compteurs de chaque PDA ; - 1 pointe à tige simple ; - plusieurs parafoires (TGBT, centrale incendie...). <p>Le rayon de protection des PDA permet de protéger toutes les installations contre les effets directs de la foudre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite